Conformément aux dispositions des articles 10 à 15 de l'accord commercial entre le Royaume-Uni et le Canada, le gouvernement de Sa Majesté au Canada s'est engagé à faire effectuer par la Commission du Tarif, sur demande du gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni, et conformément au principe énoncé dans l'article 11 de l'Accord, une révision des tarifs douaniers auxquels sont assujetties les denrées spécifiées dans une telle demande.

Le principe établi par l'article 11 de l'Accord est à l'effet que les tarifs de protection ne devront pas dépasser un niveau susceptible d'assurer aux producteurs du Royaume-Uni l'exercice d'une concurrence raisonnable sur la base du coût relatif d'une production économique et efficace, sous la réserve que dans l'application de ce principe une considération spéciale devra être accordée aux industries qui ne sont pas encore solidement établies.

La loi prescrit que des rapports devront être soumis au ministre des Finances pour être déposés par lui à la Chambre des Communes. Jusqu'au 31 mars 1935, la Commission a soumis des rapports concernant quarante-deux ordres de renvoi. Les principales denrées étudiées étaient les tissus de laine, les chaussures, les filés et les ficelles de jute; les fruits et les légumes; les fermoirs éclair; les portes de bois; les articles de toilette en argent; les dextrines; les peaux de lapin; les articles d'usage général en laiton, en cuivre et en alliage nickel-argent; les tubes de chaudière à vapeur; les tôles à cintrer, les nattes et paillasons en fibre de coco; les chapeaux et coiffes; les biscuits; les planches de liège. Durant 1935 la Commission a tenu des séances publiques à Halifax, Saint John, Ottawa, Regina, Calgary et Vancouver sur des ordres de renvoi traitant du pétrole brut et de ses dérivés et de l'industrie de l'automobile. Des rapports sur ces sujets seront soumis au ministre des Finances dans l'ordre régulier. Le 23 décembre 1935, le ministre des Finances a autorisé la Commission à poursuivre des investigations sur l'industrie canadienne des meubles.

La partie II de la Loi confère à la Commission le pouvoir de se prononcer sur les appels portés contre les décisions du ministère du Revenu National touchant la juste valeur marchande de marchandises pour fins douanières, les évaluations erronées et le tarif douanier applicable à une catégorie quelconque de marchandises. Les décisions de la Commission concernant les appels sont publiés dans la Gazette Officielle. Jusqu'au 31 décembre 1935, cinquante-six appels avaient été inscrits. La Commission a rendu des décisions sur trente-cinq d'entre eux. Douze ont été retirés après inscription et neuf sont courants.

Section 13.—Commission de l'industrie et du commerce du Dominion.

La Commission de l'Industrie et du Commerce du Dominion a été constituée par une loi du parlement en 1935 (Chapitre 59, 25-26 Geo. V.). Elle comprend trois commissaires dont l'un est le commissaire en chef et un autre est son adjoint. La loi stipule que pour le moment les membres de la Commission du Tarif (voir section 12) doivent être les commissaires, et que le président et le vice-président de la Commission du Tarif doivent être le commissaire en chef et son adjoint.

Cette Commission est chargée d'appliquer la loi d'enquête sur les coalitions injurieuses au commerce. Ses autres devoirs consistent à recommander les poursuites à prendre contre les infractions aux lois sur l'étalonnage des denrées; la préparation de spécifications pour l'étalonnage de denrées types; l'application de la marque nationale de commerce "Canada Standard" aux denrées se conformant aux